

MASTER 2

REGLEMENT DES ETUDES

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2020 - 2021

DOMAINE : DEG

DIPLOME : *MASTER* **NIVEAU** : *M2*

Mention : **DROIT DES LIBERTÉS**

Parcours-type : *HISTOIRE, THÉORIE ET PRATIQUE DES DROITS DE L'HOMME*

Régime/ Modalités : (*cocher la ou les cases correspondantes*)

Régime : formation initiale formation continue

Modalités : présentiel ; enseignement à distance ; convention

alternance : contrat de professionnalisation ou apprentissage

DATE D'ARRETE D'ACCREDITATION PAR LE MINISTERE : 11 juillet 2016

Responsables de la formation : Serge Slama, Martial Mathieu

Responsable de l'année : Serge Slama, Martial Mathieu

Gestionnaire : Amélie Bervoets

I- Dispositions générales

Article 1 : Objectifs et compétences acquises lors de la formation

La deuxième année de master en droit des libertés est une formation de haut niveau qui vise à initier les étudiants à la recherche universitaire et à préparer leur professionnalisation en leur permettant d'approfondir l'étude des matières touchant à la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Son objectif principal est de permettre aux diplômés d'acquérir la maîtrise des questions soulevées par la protection des droits et libertés, en combinant les approches théorique et pratique de ces questions, à travers une mise en perspective historique des problématiques d'actualité. Elle conduit à un diplôme susceptible de permettre l'inscription en doctorat.

La seconde année de master s'obtient par la validation de deux semestres d'enseignement avec la possibilité de compenser entre eux les semestres 3 et 4.

Article 2 : Conditions d'accès

L'accès en seconde année de master mention droit des libertés parcours histoire, théorie et pratique des droits de l'homme est réservé aux candidats titulaires d'une première année de master, de diplômes équivalents ou d'une expérience professionnelle jugée suffisante par la commission de sélection de dossiers. Les étudiants étrangers doivent avoir une très bonne maîtrise du français (niveau B2 minimum).

Article 2-1 : Dispositif de sélection

En application du décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master modifié par le Décret n°2020-185 du 28 février 2020, l'inscription en seconde année de master mention droit des libertés parcours histoire, théorie et pratique des droits de l'homme est subordonnée à l'avis d'une commission présidée par le responsable pédagogique de la formation. Cette commission propose l'admission sur la base :

- d'un examen du dossier de scolarité antérieure ou de l'expérience antérieure
- et éventuellement d'un entretien destiné à apprécier le niveau de formation et les motivations des candidats pour ceux qui ont été préalablement sélectionnés sur dossier.

L'admission résulte d'une décision individuelle du Président de l'université sur proposition de la commission d'admission. Elle ne vaut que pour l'année universitaire en cours.

II – Organisation des enseignements

Article 3 : Organisation générale des enseignements

La formation est organisée en : 2 semestres, divisés en 7 unités d'enseignements (U.E.) obligatoires ou à choix obligatoire, comprenant des enseignements théoriques, pratiques ainsi que des conférences ou séminaires assurés par des intervenants extérieurs.

Volume horaire de la formation : 282 heures CM (dont 12 heures à caractère facultatif)

Article 4 : Composition des enseignements

SEMESTRE 3

UNITÉS	Volume horaire	Coefficients
UNITÉ 1 Fondements des droits et libertés	60 h CM	15
Histoire de la garantie des droits et libertés	24 h CM	6
Fondements philosophiques des droits de l'homme	24 h CM	6
Théorie générale des droits fondamentaux	12 h CM [mutualisé parcours CDF]	3
UNITÉ 2 Perspectives internationale et comparatiste de protection des droits et libertés	(36) + (18 TD)	8
Droit comparé des droits fondamentaux (en anglais)	12 h CM [mutualisé parcours CDF]	3
Droit onusien des droits de l'homme	12 h CM	3
Soft law <i>Ou</i> European Law Moot Court	12 h CM [mutualisé parcours CDF] 18 h TD [mutualisé parcours CJE]	2
UNITÉ 3 Professionnalisation	48 h CM	7
Méthodologie, projet professionnel et anglais appliqué	12 h CM [Mutualisé parcours CDF à hauteur de 6h]	3
Montage et gestion de projet	12 h CM	3
Conférences d'actualité et séminaires d'intervenants extérieurs	24 h CM [Mutualisé parcours CDF à hauteur de 12h]	1
TOTAL	144 h CM + 12 h CM en option	30

SEMESTRE 4

UNITÉS	Volume horaire	Coefficients
UNITÉ 1 : Droits civils et politiques	36 h CM	6
Droit pénal et garantie des droits (perspectives historiques et problématiques contemporaines)	24 h CM	4
La garantie des droits en Europe (perspectives historiques et problématiques contemporaines)	12 h CM	2
UNITÉ 2 : Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux	36 h CM	6
Perspective historique et problématiques contemporaines des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux	24 h CM	4
Diversité culturelle et droits de l'homme	12 h CM	2
UNITÉ 3 Droit des étrangers	36 h CM	6
Histoire du droit des étrangers	12 h CM	2
Mécanismes procéduraux de protection des étrangers	12 h CM	2
Séminaire pratique	12 h CM	2
UNITÉ 4 Professionnalisation	30 h CM	12
Séminaires d'intervenants extérieurs	18 h CM	
Anglais de spécialité	12 h CM (mutualisé CDF)	1
Mémoire	Travail personnel des étudiants	2 ou 6*
Stage	Travail personnel des étudiants	6 ou 2*
Grand oral		3
TOTAL	138 h CM	30

* Le coefficient varie suivant l'option mémoire ou l'option stage choisie.

Article 4-1 : Stages

Tout stage fait l'objet d'une convention, d'une restitution et d'une évaluation permettant de vérifier sa conformité aux exigences de la Faculté de droit.

En fonction de la durée, du lieu de stage et de la nature de l'établissement, il donne éventuellement lieu à gratification par application des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les stages, sauf dérogation du responsable de formation, doivent se dérouler en dehors des enseignements (CM, TD, TP).

Sous réserve de l'accord pédagogique du responsable de formation, l'étudiant pourra accomplir des stages d'exploration professionnelle, notamment dans le cadre d'un projet de réorientation.

Les étudiants sont tenus d'effectuer un stage, d'une durée comprise entre un et six mois (articles 5-1 et 5-2), qui doit être approuvé par le responsable pédagogique du master et réalisé sous la direction d'un maître de stage qui encadre l'étudiant sur le lieu du stage. Le responsable pédagogique peut également accorder une dispense au vu de l'expérience professionnelle de l'étudiant.

Sans préjudice de l'accomplissement du stage obligatoire, les étudiants ont la possibilité d'effectuer des stages facultatifs pendant les périodes où les activités d'enseignement sont suspendues.

Article 4-2 : Travail de recherche

Les étudiants doivent préparer, sous la direction d'un enseignant du M2, un travail de recherche portant sur un sujet juridique de leur choix, soumis à l'approbation du responsable pédagogique du master. Ce sujet doit s'inscrire dans le champ des enseignements dispensés dans le M2.

Les étudiants doivent assister à des séances de préparation au mémoire lesquelles peuvent être mutualisées entre mentions et parcours de master, ou être proposées par la Faculté de droit pour tous les étudiants de master.

III – Contrôle des aptitudes et des connaissances

Article 5 : Modes de contrôles

SEMESTRE 3

UNITÉS	Coefficients	MCC
UNITÉ 1 Fondements des droits et libertés	15	
Histoire de la garantie des droits et libertés	6	CC (50%) CT E (50%)
Fondements philosophiques des droits de l'homme	6	CC (50%) CT E (50%)
Théorie générale des droits fondamentaux	3	CT O
UNITÉ 2 Perspectives internationale et comparatiste de protection des droits et libertés	8	
Droit comparé des droits fondamentaux (en anglais)	3	CC
Droit onusien des droits de l'homme	3	CC
Soft law		CT O
<i>Ou</i>	2	<i>Ou</i>
European Law Moot Court		CC
UNITÉ 3 Professionnalisation	7	
Méthodologie, projet professionnel et anglais appliqué	3	CC
Montage et gestion de projet	3	CC
Conférences d'actualité et séminaires d'intervenants extérieurs	1	CC
TOTAL	30	

SEMESTRE 4

UNITÉS	Coefficients	MCC
UNITÉ 1 : Droits civils et politiques	6	
Droit pénal et garantie des droits (perspectives historiques et problématiques contemporaines)	4	CC (50%) CT E/O (50%)
La garantie des droits en Europe (perspectives historiques et problématiques contemporaines)	2	CC
UNITÉ 2 : Droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux	6	
Perspective historique et problématiques contemporaines des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux	4	CC (50%) CT E (50%)
Diversité culturelle et droits de l'homme	2	CC
UNITÉ 3 Droit des étrangers	6	
Histoire du droit des étrangers	1	CT O
Mécanismes procéduraux de protection des étrangers	2	CC
Séminaire pratique	2	CC
UNITÉ 4 Professionnalisation	12	
Séminaires d'intervenants extérieurs	1	CC
Anglais de spécialité	1	CC
Mémoire	2 ou 6*	CC
Stage	6 ou 2*	CC
Grand oral	2	CT O
TOTAL	30	
* Le coefficient varie suivant l'option mémoire ou l'option stage choisie.		

Article 5.1 : Option Mémoire

Les étudiants peuvent choisir l'option Mémoire qui donne lieu à une soutenance qui doit avoir lieu au plus tard le 10 septembre de l'année en cours. Il devra être déposé au minimum 15 jours avant la date de la soutenance. La note de mémoire est affectée d'un coefficient 6 pour cette option.

Le mémoire doit être remis en format papier (2 exemplaires) et numérique. La non-remise du mémoire dans les délais et dans les formats requis induira une défaillance de l'étudiant à cette épreuve.

Si l'option Mémoire est choisie, le stage obligatoire (d'une durée minimum d'un mois) donnera lieu à la rédaction d'un rapport préparé sous la direction du maître de stage. Ce rapport doit parvenir au responsable pédagogique du master avant le 1^{er} septembre de l'année en cours, en format papier et numérique. La note de stage est fixée par le responsable pédagogique au vu du rapport et de l'évaluation de l'étudiant par le maître de stage. Elle est affectée d'un coefficient 2.

Article 5.2 : Option Stage

Les étudiants peuvent choisir l'option Stage (stage d'une durée comprise entre deux et six mois) qui donne lieu à la rédaction d'un rapport préparé sous la direction du maître de stage. Ce rapport doit parvenir au responsable pédagogique du master avant le 1^{er} septembre de l'année en cours, en format papier et numérique. La note de stage est fixée par le responsable pédagogique au vu du rapport et de l'évaluation de l'étudiant par le maître de stage. Elle est affectée d'un coefficient 6 pour cette option.

Le rapport de stage donne lieu à une soutenance qui doit se tenir avant le 10 septembre de l'année en cours. Dans cette option, la note du mémoire dont les conditions sont énoncées dans l'article 5.1 est affectée d'un coefficient 2.

La non-remise du rapport dans les délais et dans les formats requis induira une défaillance de l'étudiant à cette épreuve.

Pour les étudiants qui auraient été dispensés de stage (cf. art. 4-1), la note de stage sera remplacée par une petite recherche écrite déterminée par le responsable du master.

Article 5-3 : Grand oral

Le grand oral organisé dans le cadre de la session d'examens du second semestre a pour objectif d'évaluer la capacité des étudiants à proposer une réflexion argumentée sur un sujet relatif à la garantie des droits et libertés. Le programme du grand oral est constitué par l'ensemble des enseignements dispensés au cours de la deuxième année de master, ainsi que par le contenu des conférences et colloques auxquels les étudiants ont assisté dans le cadre de la formation.

Après avoir tiré au sort un sujet, l'étudiant dispose d'une heure pour préparer son exposé, sans documents ; il se présente ensuite devant un jury composé d'au moins deux membres de l'équipe pédagogique du master, pour trente minutes consacrées à la fois à l'exposé et à la discussion avec le jury.

Article 5-4 : Assiduité aux enseignements

La présence aux enseignements est obligatoire. Toute absence doit être justifiée.

En cas d'absence, même justifiée, à trois séances ou plus dans une matière, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Sur production de justificatifs établissant le caractère involontaire des absences, le Doyen de la Faculté peut annuler le constat de défaillance. Dans ce cas, une note est attribuée. Si l'enseignant ne dispose pas des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'étudiant, la note attribuée sera « 0 ».

Article 6 : Validation, compensation et capitalisation

6-1 – Règles générales d'obtention des UE, semestre, année

Une année peut être acquise :

- soit par **validation** de chacun des semestres qui la composent (note $\geq 10/20$),
- soit par **compensation annuelle** entre ces 2 semestres (moyenne générale à l'année $\geq 10/20$).

Un semestre peut être acquis :

- soit par **validation** de chacune des UE qui le composent (note $\geq 10/20$),
- soit par **compensation semestrielle** entre ces UE (moyenne générale au semestre $\geq 10/20$).

Il n'est pas possible de renoncer à la compensation semestrielle et annuelle.

Une UE peut être acquise :

- soit par **validation** de chacune des matières qui la composent (note $\geq 10/20$),
- soit par **compensation** entre ces matières (moyenne générale au semestre $\geq 10/20$).

6-2- Capitalisation des éléments :

Toute note égale ou supérieure à la moyenne, obtenue par l'étudiant à une unité d'enseignement ou à un semestre est capitalisée et ne peut être repassée. Elle est définitivement acquise, ainsi que les crédits correspondants.

Une note inférieure à la moyenne est capitalisée ainsi que les crédits correspondants, lorsque l'étudiant a obtenu par compensation la moyenne à l'unité ou au semestre dans lequel figure la matière ; elle est également définitivement acquise lorsque l'année est validée.

Article 6-3 : Reconnaissance de l'engagement étudiant

Une bonification sera accordée à tous les élu.es ayant siégé physiquement au moins à la moitié des conseils et des groupes de travail auxquels ils sont élu.es et/ou nommé.es. Elle n'est pas cumulable avec un ETC valorisant également l'engagement dans les instances de l'UGA.

Afin de valoriser l'engagement, en dehors de la formation universitaire, la Faculté met en place une bonification au profit des étudiants qui ont un contrat de travail supérieur à 10 heures hebdomadaires, et à ceux qui sont impliqués dans une activité d'intérêt général ou artistique, à la condition que celle-ci ne puisse pas être reconnue dans le cadre d'un "enseignement transversal à choix" de l'UGA que l'étudiant est invité à suivre (engagement associatif, syndical, citoyen). La Faculté de droit attribue cette bonification au regard d'un document attestant de l'engagement et d'un rapport écrit à partir duquel une note sur 20 sera affectée à l'étudiant. Les points au-dessus de 10/20 seront ajoutés au total de points du ou des semestres (l'étudiant pouvant choisir de bénéficier de la bonification sur un ou deux semestres). Cette bonification est incompatible avec toute autre bonification relative à l'engagement étudiant.

IV- Examens

Article 7 : Modalités d'examen

7-1 – Modalités d'examen

Une seule session de contrôle des aptitudes et connaissances est organisée.

L'enseignant responsable de la matière peut autoriser, pour l'examen, l'utilisation de certains documents correspondant à la matière sous réserve d'une information préalable suffisante des étudiants.

En cas d'épreuves orales, les enseignants sont tenus d'informer préalablement les étudiants des modalités d'interrogation.

Périodes d'examen :
Semestre 1 : mi-décembre
Semestre 2 : fin-mars

7-2 – Absences aux examens

L'étudiant absent lors d'un examen est déclaré défaillant sous réserve des règles relatives à la justification des absences. Il sera également défaillant dans l'unité correspondante, au semestre et ne pourra valider son année. A titre exceptionnel, il peut demander au Doyen de la Faculté de lever le constat de défaillance. La demande accompagnée de justificatifs doit être formulée, au plus tard, dans un délai de 8 jours suivant l'épreuve (les justifications fondées sur des obligations professionnelles, stages et mobilités ne seront pas admises à ce titre). Si la défaillance est levée, un examen de rattrapage sera organisé dans les jours suivants l'acceptation de la demande.

- Les étudiants en absence injustifiée (ABI) sont considérés comme défaillants à l'examen terminal (E.T.) concerné.
- Les étudiants en absence justifiée (ABJ) se voient affecter un zéro à l'E.T. concerné.

7-3 – Adaptation des modalités d'évaluation dans des circonstances exceptionnelles

Conformément à l'article 14 de l'Arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master : « *Lorsqu'ils sont confrontés à des situations exceptionnelles affectant le déroulement normal des examens, les établissements peuvent adapter les modalités d'évaluation en garantissant la qualité des diplômes délivrés, notamment en recourant aux usages du numérique.* »

V- Résultats

Article 8- Jury :

Le Doyen de la Faculté désigne la composition des jurys d'examen par délégation du Président de l'Université. Les jurys comprennent au moins trois membres et sont présidés par les professeurs, les maîtres de conférences ou les personnels assimilés.

Le jury est souverain et peut, par une délibération spéciale, attribuer ou non des « points-jury » au total de chaque semestre pour permettre à l'étudiant d'obtenir la moyenne requise.

L'étudiant qui constate une erreur dans la retranscription de ses résultats doit le signaler dans les meilleurs délais.

Les décisions du jury, en ce qui concerne les notes et le résultat final, sont définitives et sans appel.

Périodes de réunion des jurys de semestre :

Semestre 1 : février-mars

Semestre 2 : fin juin

Périodes de réunion des jurys d'année

Session unique : fin septembre

Article 9 : Communication des résultats :

Les résultats sont affichés sur l'espace numérique de travail.

Article 10 : Redoublement

Sur décision du responsable pédagogique du M2, l'étudiant non-admis peut, après en avoir fait la demande, être exceptionnellement autorisé à redoubler à condition de prendre une seconde inscription.

Les semestres et les UE sont définitivement acquis. Ils ne peuvent pas être repassés.

Les unités non acquises dans un semestre non acquis devront être repassées. A titre exceptionnel, sur dérogation du responsable du M2, l'étudiant pourra conserver une note inférieure à la moyenne.

Il est également possible pour l'étudiant redoublant ayant validé un semestre d'effectuer un stage non crédité, en relation avec son cursus, durant ce semestre.

Article 11 : Admission au diplôme et mentions

11-1- Admission

La seconde année de master en droit est acquise par la validation, le cas échéant par compensation, du semestre 3 et du semestre 4. Le diplôme de master est acquis dans les mêmes conditions.

11-2- Règles d'attribution des mentions

L'obtention de la seconde année de master et du diplôme de master est assortie de mentions attribuées de la manière suivante :

- moyenne générale comprise entre 10 et 11,99 : Mention Passable
- moyenne générale comprise entre 12 et 13,99 : Mention Assez-Bien
- moyenne générale comprise entre 14 et 15,99 : Mention Bien
- moyenne générale égale ou supérieure à 16 : Mention Très Bien

VI- Dispositions diverses

Article 12 : Conseil de perfectionnement

Un conseil de perfectionnement réunissant l'équipe pédagogique (enseignants-chercheurs, enseignants d'anglais juridique, chargés de travaux dirigés et praticiens), le personnel gestionnaire de scolarité et des représentants des étudiants se réunit une fois par an pour évaluer la formation et formuler des propositions d'améliorations.

Article 13 : La césure

C'est une période pendant laquelle un étudiant, inscrit **dans une formation initiale** d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger (Cf. article D.611-13).

Elle est effectuée sur la base d'un strict volontariat de l'étudiant qui s'y engage et ne peut être rendue nécessaire pour l'obtention du diplôme préparé avant et après cette suspension. Elle ne peut donc pas comporter un caractère obligatoire.

Chaque cycle d'études ouvre droit à une seule période de césure. Elle peut débuter dès l'inscription dans la formation et s'achève au plus tard avant le dernier semestre de la fin de cette formation quelle que soit la durée du cycle d'études.

Article 14 : Déplacements et conférences

Les étudiants pourront, dans le cadre de leur scolarité, être amenés à effectuer certains déplacements pour participer à des activités à l'extérieur des locaux de l'Université, au besoin par leurs propres moyens de transport.

Article 15 : Dispositions pour les publics particuliers

Etudiants sportifs de haut niveau :

En conformité avec les textes et conventions existants, les étudiants ayant le statut de « sportif de haut niveau » peuvent bénéficier, à leur demande, d'aménagements individualisés. Ces aménagements font l'objet d'un accord écrit entre l'étudiant concerné, l'enseignant responsable du Service des Sports et le vice-doyen chargé des affaires pédagogiques.

Etudiants en situation de handicap :

Les étudiants porteurs de handicap peuvent bénéficier, à leur demande, d'aménagements individualisés des modalités de contrôle des connaissances. Ces aménagements font l'objet d'un accord écrit entre l'étudiant concerné, l'enseignant responsable du SAH et le vice-doyen chargé des affaires pédagogiques.

Article 16 : Discipline générale

Le respect s'impose. Les manquements graves pourront être sanctionnés.

Fraude aux examens et à l'inscription :

La sanction de la fraude relève d'une procédure disciplinaire mise en œuvre par le Président de l'université. Au terme d'une procédure d'instruction, la formation de jugement de la section disciplinaire se prononce sur la sanction.

Article 17 : Mesures transitoires

L'étudiant qui a été admis à redoubler se voit appliquer les dispositions du présent règlement pour chacun des semestres non validés. Les éventuelles difficultés résultant de la modification de la maquette de master font l'objet d'un contrat pédagogique conclu avec le responsable pédagogique du master.

SUIVI DES MODIFICATIONS :

N° de Version (1)	Date de Validation Conseil UFR (2)	Date de Validation en CFVU (3)	Nature des modifications (n° article, n° paragraphe) (4)
1		22/09/2016	1 ^{ère} année d'accréditation du contrat 2016 – 2020.
2		13/07/2017	
		20/09/2018	
4			Sans changement
	09/07/2020	22/09/2020	

(1) N° de version du règlement d'études dans l'accréditation

(2) Date de passage et de validation au Conseil d'UFR

(3) Date de passage et de validation au CFVU

(4) Indiquer soit, les modifications s'il y en a (dans ce cas, indiquer leur nature (importante ou mineure) et, dans quel article ou paragraphe, on trouve la modification) soit, sans modification.